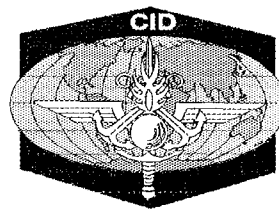
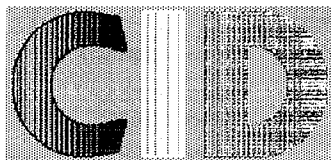
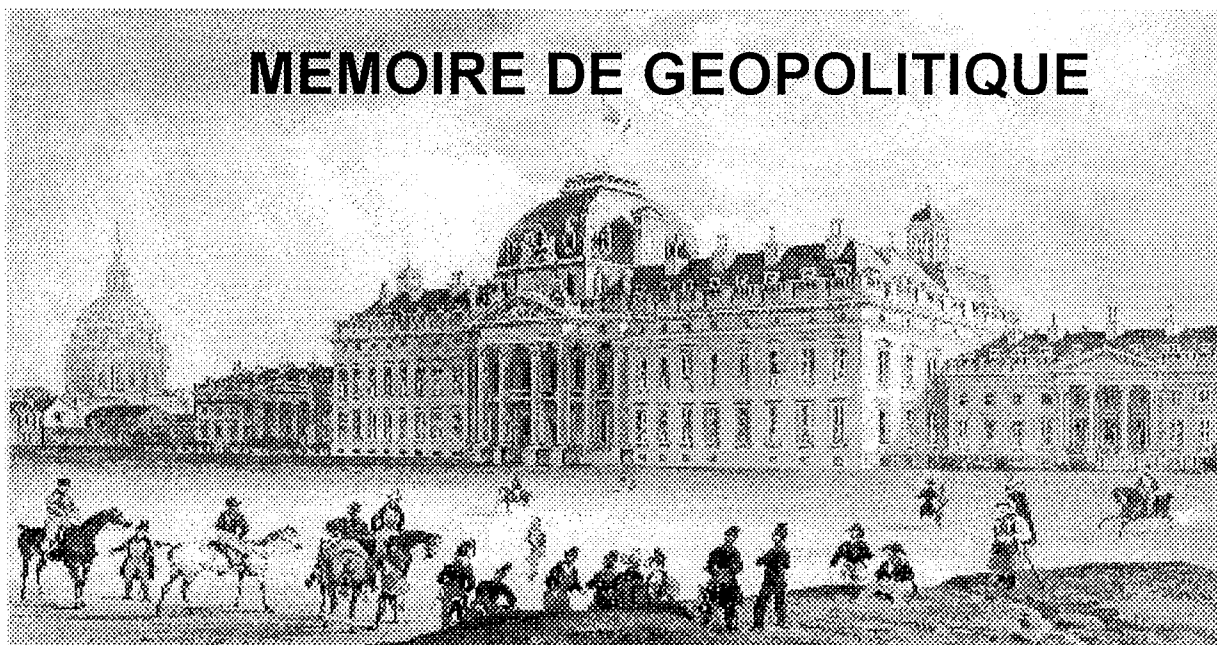


1998 - 186



## MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE



### ANALYSE DE L'EVOLUTION DE LA PLACE DE L'ALLEMAGNE EN EUROPE

#### RESUME

Analyse des facteurs géopolitiques d'évolution de la place de l'Allemagne en Europe et étude comparative chiffrée de l'une par rapport à l'autre pour étudier dans quelle direction évoluera l'Allemagne :

- vers l'espace ouvert dans les pays de l'Est
- vers l'Ouest par une intégration accrue à l'Union européenne
- au centre par repli sur elle-même
- au centre par position dominante vis-à-vis de ses voisins

CRE LCL  
DOUCHET  
Groupe C5

## TABLE DES MATIERES

<b>1. LES TERMES DE L'ETUDE .....</b>	<b>2</b>
1.1. DETERMINATION DU CHAMP DE L'ETUDE .....	2
1.1.1. <i>Définition de la géopolitique</i> .....	2
1.1.2. <i>Définitions de l'Allemagne</i> .....	2
1.1.3. <i>Définitions de l'Europe</i> .....	3
1.2. ANALYSE DES FACTEURS GEOPOLITQUES D'EVOLUTION .....	3
1.3. ETUDE COMPARATIVE DES CARACTERISTIQUES CHIFFREES RELATIVES A L'ALLEMAGNE ET A L'EUROPE .....	4
<b>2. LES PERSPECTIVES D'EVOLUTIONS POSSIBLES.....</b>	<b>5</b>
2.1. UNE EVOLUTION VERS L'EST PREVISIBLE MAIS INCERTAINE.....	5
2.2. UN CERTAIN RALENTISSEMENT DE L'EVOLUTION VERS L'OUEST.....	6
2.3. UNE PROPENSION A L'EVOLUTION VERS LE CENTRE PAR REPLI SUR SOI.....	8
2.4. UNE HYPOTHETIQUE EVOLUTION VERS LE CENTRE PAR DOMINATION .....	9
2.5. SYNTHESE DES SCENARIO D'EVOLUTION POSSIBLES .....	10
<b>3. ELEMENTS DE CONCLUSION .....</b>	<b>11</b>
<b>ANNEXE 1 : BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>12</b>
<b>ANNEXE 2 : ANALYSE DES FACTEURS GEOPOLITIQUE D'EVOLUTION.....</b>	<b>13</b>
<b>ANNEXE 3 : COMPARAISONS CHIFFRES (cf FICHER DOU_GEO2.XLS).....</b>	<b>18</b>

Quoi de plus passionnant en matière de géopolitique que l'étude d'un pays qui s'est agrandi suite à une réunification pacifique et de son évolution dans un espace lui-même en pleine structuration ?

C'est pourquoi, dans la mesure où l'Allemagne a connu au cours de son histoire et en raison de sa position centrale en Europe différentes orientations, tantôt attirée par l'Est de l'Europe, tantôt par l'Ouest, il a paru intéressant d'étudier, sur le plan géopolitique, la situation actuelle issue de sa réunification pour essayer d'en dégager les perspectives d'évolution de sa place en Europe. Ceci pour tenter de savoir dans quelle direction l'Allemagne évoluera :

- vers l'ouest par une intégration accrue à l'Union Européenne (UE),
- au centre par une position dominante au sein de l'UE,
- vers l'est dans l'espace ouvert des pays d'Europe centrale et orientale (PECO).

Une fois tournée la page de YALTA, l'Allemagne doit comme les autres pays européens s'interroger sur : le genre de puissance qu'elle est et qu'elle veut devenir, ses intérêts nationaux, ses priorités, sa place en Europe. La réunification de l'Allemagne implique sur le plan géopolitique la question territoriale car elle a entraîné un changement de frontières (événement géopolitique majeur) dont on peut se demander si elles seront définitives.

D'autres pays européens ont l'impression d'une certaine perte de puissance face à une Allemagne forte, réunifiée, dotée d'une population plus nombreuse et d'une grande puissance économique et spéculent sur le nouvel équilibre européen qui pourrait résulter du comportement de cette nouvelle Allemagne comme le faisait M Kissinger lorsqu'il disait d'elle : « trop grande pour l'Europe, trop petite pour le monde ».

La place que l'Allemagne voudra occuper en Europe dépendra de la façon dont elle s'identifiera (identité nationale). C'est l'analyse de l'évolution de cette place qui constituera la trame de cette étude. Celle-ci, après en avoir présenté les termes et délimité le champ d'action, sera fondée sur l'analyse des différents facteurs géopolitiques d'évolution (historiques, géographiques, politiques, diplomatiques, sécuritaires, économiques, technologiques, démographiques et sociaux) ainsi que sur l'étude comparative entre l'Allemagne et l'Europe et s'articulera autour des quatre directions d'évolutions envisageables : vers l'Ouest, l'Est, le Centre par repli et le Centre par domination.

---

## 1. LES TERMES DE L'ETUDE

---

### 1.1. DETERMINATION DU CHAMP DE L'ETUDE

#### *1.1.1. Définition de la géopolitique*

Dans le cadre d'un mémoire de géopolitique, il paraît important de préciser le sens de ce domaine qui est, d'après M ADLER, « l'affrontement entre des champs de force » mais aussi « une mise en perspective des forces politiques qui s'affrontent dans l'espace ».

D'une manière générale, cette façon nouvelle de voir le monde et de poser des problèmes peut se définir comme « L'étude des rapports entre les données naturelles de la géographie et la politique des Etats ». Elle consiste en l'étude des facteurs généraux (d'ordre économique, démographique, sociologique ou intéressant la sécurité) susceptibles d'affecter de façon significative, dans un sens ou dans l'autre, le projet politique d'un ou plusieurs Etats, en l'occurrence ici celui de l'Allemagne.

#### *1.1.2. Définitions de l'Allemagne*

Pour nous permettre de tracer le cadre de cette étude il est maintenant indispensable de définir l'Allemagne et pour ce faire, nous pouvons faire appel aux plus grands auteurs qui, comme SCHILLER, s'interrogeaient : « L'Allemagne ? Mais où est-ce ? Je ne sais où trouver ce pays. Là où commence l'Allemagne érudite, s'arrête l'Allemagne politique ». C'est donc l'idée d'une « nation culturelle » qui a longtemps dominée en Allemagne. Il répondait par ailleurs avec GOETHE : « Allemands vous espérez en vain vous former en Nation. Formez-vous plutôt, vous le pouvez, en hommes plus libres ». Peut-être est-ce dans l'impossibilité de parvenir seule et dans la paix à l'identité nationale que réside actuellement la chance de pouvoir définir la « germanité » autrement qu'en la démarquant par rapport à tout ce qui est autre. De ce fait, la défaite, la partition et la construction d'une démocratie dans un cadre européen ont sûrement contribué à résoudre la crise de l'identité allemande plus que ne l'aurait fait un règlement des frontières. La question reste de savoir si cela sera durable.

Comme nous le voyons, l'Allemagne est une terre incertaine pour un peuple réel; il n'existe pas de territoire Allemand imposé par la géographie car les populations germaniques se sont installées au coeur de l'Europe dans un espace aux bornes floues à l'Est et à l'Ouest (seulement définies par des fleuves : Rhin, Oder, Elbe, Neisse, Niemen). Cette absence de frontières géographiques définies marque un manque d'homogénéité.

Cependant, pour faciliter la compréhension de l'étude, nous bornerons l'Allemagne à ses frontières actuelles, reconnues sur le plan

international par le processus diplomatique intervenu à l'issue de la réunification.

### **1.1.3. Définitions de l'Europe**

Le mot « Europe » a fait son apparition dans un sens géographique dès le VII<sup>ème</sup> siècle avant Jésus-Christ. Simple péninsule de l'Asie, ses limites orientales restent arbitraires (cf. la célèbre formule : « de l'Atlantique à l'Oural » !).

Pour bien délimiter ce que nous entendons par Europe, celle-ci sera circonscrite dans le temps et dans l'espace à l'Europe institutionnelle en cours de structuration, c'est-à-dire la Communauté Economique Européenne à 12 Etats jusqu'à 1992, puis l'Union Européenne à 15 Etats jusqu'en 1996 et enfin l'Union élargie aux PECO (Pays d'Europe centrale et orientale) retenus, à savoir : la Hongrie, la Pologne et les républiques Tchèque et Slovaque.

## **1.2. ANALYSE DES FACTEURS GEOPOLITIQUES D'EVOLUTION**

Dans la mesure où la géopolitique consiste en l'étude des facteurs généraux susceptibles d'affecter le projet politique d'un pays, celle-ci a été effectuée à partir de l'examen des documents cités en annexe 1. L'analyse qui en résulte est exposée de manière détaillée en Annexe 2. On peut en retirer les principaux enseignements suivants.

Sur le plan historique, l'Allemagne est une « nation tard venue » mais dont la constante est sa position centrale en Europe, ce qui est évidemment confirmé sur le plan géographique sans que pour autant on puisse lui attribuer des frontières bien définies au travers des siècles.

Les facteurs politiques montrent un pays toujours en quête d'une identité nationale, doté d'une démocratie exemplaire, par son caractère fédéral, mais récente et d'autant plus fragile qu'elle doit faire face aux problèmes issus de la réunification.

On constate une certaine continuité de l'action diplomatique allemande guidée par le souci de l'éloigner de ses penchants naturels et historiques par le développement d'une intégration poussée, que ce soit à l'OTAN ou à l'Union Européenne. Toutefois, la récupération de sa pleine souveraineté et sa situation de première puissance européenne devraient l'inciter à prendre des responsabilités correspondantes et à revendiquer un siège au conseil de sécurité de l'ONU.

En termes économiques, dont la puissance et la réussite faisaient la fierté de l'Allemagne, force est de s'interroger sur les vertus du modèle rhénan qui connaît des difficultés structurelles (coûts élevés, manque d'innovation et

industries dominantes en déclin) à absorber le coût de la réunification et à s'adapter à la mondialisation qui exigeront des sacrifices sur le plan social, lui-même marqué par la profonde incompréhension entre les Allemands de l'Ouest et de l'Est.

### **1.3. ETUDE COMPARATIVE DES CARACTERISTIQUES CHIFFREES RELATIVES A L'ALLEMAGNE ET A L'EUROPE**

Face aux réactions subjectives des partenaires européens de l'Allemagne sur l'accroissement de sa puissance économique, démographique et politique au sein de l'Europe suite à la réunification, il est apparu indispensable de faire une étude objective pour évaluer le poids relatif de la première par rapport à la seconde.

Cette étude comparative d'éléments chiffrés, qui figure en Annexe 3 (sur le fichier DOU\_GEO2.XLS), a été faite selon plusieurs configurations dans le temps et dans l'espace : au sein de la CEE avant la réunification en 1987 puis en 1992, au sein de l'UE en 1996 et dans le cadre de l'UE élargie aux 4 PECO (Hongrie, Pologne, république Tchèque, Slovaquie). On peut en retirer les principaux enseignements suivants :

L'Allemagne représente 1/5 de la population totale et de la population active de l'Europe mais on constate une augmentation de son chômage qui rejoint le niveau européen, tandis que son taux de fécondité figure parmi les plus faibles.

Bien que le PIB allemand représente plus du quart de celui de l'Europe élargie, sa part de PIB par habitant diminue de presque de moitié.

Sa contribution au budget européen est passée de 28,6 à 29,1%, ce qui confirme ses plaintes réitérées à ce sujet.

Les exportations allemandes ne représentent plus que le quart de celles de l'Europe au lieu du tiers en 1987 et l'on constate une interdépendance croissante par rapport au commerce européen dont elles dépendent pour près de 60% alors que les PECO ne pèsent toujours que 4,4% des échanges commerciaux allemands.

La part de la recherche allemande, qui est de 1/3 de celle de l'Europe, est en légère hausse.

Les effectifs militaires allemands ne représentent plus que 15% de ceux de l'Europe.

Au total, si l'Allemagne est toujours le premier pays en Europe, sa place est passée à moins de 20% de l'ensemble constitué par l'UE élargie aux PECO.

---

## 2. LES PERSPECTIVES D'EVOLUTIONS POSSIBLES

---

### 2.1. UNE EVOLUTION VERS L'EST PREVISIBLE MAIS INCERTAINE

Longtemps confinée dans un réduit occidental, l'Allemagne a cessé d'être l'avant poste de l'Ouest et elle retrouve sa position historique au coeur de l'Europe centrale, tout en étant la plus exposée aux instabilités dues à l'effondrement du communisme (conséquences sociales des réformes, décomposition de l'autorité politique, crises et guerres civiles). Son intérêt premier réside donc dans l'intégration de ces pays à l'Union Européenne comme meilleure garantie de stabilité et de paix en Europe.

Cependant, l'Allemagne pourrait être tentée de suivre une politique extérieure propre favorisant les alliances traditionnelles et utilisant les anciens réseaux d'influence en Europe centrale et orientale. En effet, pour les PECO, l'Allemagne représente un modèle, proche, avec une économie sociale de marché, un système juridique et une démocratie libérale, édifiés sur les ruines d'un système totalitaire. De plus, elle est naturellement plus apte à aider les PECO que la France et l'Italie, tournées vers le Sud ou que la Grande-Bretagne tournée vers les USA.

A terme, il existe un risque d'hégémonie d'une Allemagne forte sur des voisins faibles et qui ont des territoires historiquement contestés. Ce qui pose le problème de la frontière sur la ligne Oder Neisse imposée par l'URSS en mars 1945 qui laisse en suspens les éventuelles revendications territoriales. Car les Allemands ont une double perception d'eux mêmes en distinguant :

\* le territoire étatique où s'exerce l'autorité de l'Etat dans le cadre de frontières bien définies et reconnues,

\* le territoire où résident des populations d'origine et de culture allemande dans un espace aux limites floues mais considéré comme Allemand par les organisations de réfugiés qui ont une importance et une influence politique et qui jouent sur le double sens de l'expression « territoire allemand ». Il en est de même de l'ambiguïté sur l'appellation du Länder « Mecklembourg-Poméranie occidentale » qui peut laisser sous-entendre l'existence d'un territoire oriental correspondant (qui est actuellement sous souveraineté Russe et Polonaise). A cela s'ajoute le soutien des minorités allemandes des PECO, surtout en Silésie où elle est la plus active et celle de la Volga, où elle est la plus nombreuse et essaie d'obtenir la reconstitution de l'ancienne république autonome dissoute en 1941.

Mais a contrario, on constate que l'augmentation du flux migratoire vers la RFA (2/3 des allemands de Pologne et de Roumanie à cause de la législation basée sur le « droit du sang ») depuis 1988 et la réunification ont vidé progressivement ces minorités au sein de ces pays.

Toutefois, après les réticences initiales des Allemands à clarifier ce point des frontières, celui-ci a été résolu par le traité, portant règlement définitif du second conflit mondial, signé le 12 septembre 1990 entre les 4 + 2 (USA, URSS, GB, France, RFA et RDA), qui stipule dans son art 1 que : « l'Allemagne unie n'a aucune revendication territoriale quelle qu'elle soit envers d'autres Etats et n'en formulera pas à l'avenir » et confirmé par le traité Germano-polonais du 14 novembre 1990 reconnaissant la frontière commune sur la ligne Oder-Neisse. De plus la RFA a retiré de sa Loi fondamentale l'article permettant l'adhésion automatique de territoires se déclarant Allemands. Par contre, la réunification à la hussarde a suivi la majorité de l'opinion publique qui fonde la représentation de l'identité nationale sur la continuité et la tradition historique et non pas sur de nouvelles valeurs rationnelles et universelles qui auraient pu accompagner une nouvelle constitution, ce qui aurait permis un débat salutaire et propice à la mise à plat des problèmes identitaires restés en suspens.

La seule tendance d'évolution visible vers l'Est réside dans le déplacement économique vers la partie orientale par le développement de BERLIN, la reconstruction et les investissements en ex-RDA, avec toutefois des différences dans le développement des Länders (entre la Saxe, Berlin Brandebourg et l'axe Berlin-Hambourg et les autres) qui risquent pour partie de devenir un Mezzogiorno au profit des PECO qui auront la préférence des investisseurs. Mais cela paraît plutôt une menace du patronat car les investissements dans les PECO ont représenté jusqu'à présent moins de 6,5% de l'ensemble des investissements Allemands à l'étranger.

En définitive, le déplacement vers l'Est du centre de gravité de l'Europe favorise objectivement les intérêts de la puissance du milieu qu'est redevenue l'Allemagne. Ces Etats représentent pour elle des alliés, des marchés et des fournisseurs potentiels mais aussi des perturbateurs à cause de leurs difficultés de transition. En conséquence, la RFA doit privilégier la stabilité de ces pays sans pour autant faire preuve de puissance, ce qui explique l'effort de sa diplomatie en faveur des élargissements de l'Europe et de l'OTAN. En effet, l'Union européenne paraît être une chance historique pour les PECO de pouvoir se développer et de se protéger et pour l'Allemagne de devenir une puissance européenne centrale et pacifique par le seul exemple de sa réussite économique et politique.

## **2.2. UN CERTAIN RALENTISSEMENT DE L'EVOLUTION VERS L'OUEST**

Depuis 1945, les Allemands ont préféré devenir Européens plutôt que de rester Allemands, au sens traditionnel et historique du terme, au point de présenter l'idée européenne comme la nouvelle idéologie de leur politique étrangère et de transformer la conscience internationale allemande. D'ailleurs, le préambule de la Loi fondamentale prévoit de lier l'avènement de la liberté et de l'unité de l'Allemagne à celui d'une Europe unie. De plus, l'article 23 de la Loi fondamentale a été amendé pour faire référence à « la réalisation d'une Europe unie » à travers l'Union européenne. Ce qui répond à la formule du

chancelier KOHL en 1991 : « l'Allemagne est notre patrie, l'Europe est notre avenir ». Elle faisait écho à celle de Thomas MANN reprise par M GENSCHER : « nous n'aspirons point à une Europe allemande, mais nous voulons vivre dans une Allemagne européenne ». Pour lui, l'Union (sous forme, à terme, d'une sorte de république fédérale) est une des deux grandes tâches de l'Europe de l'avenir avec la réduction de la division entre l'Est et l'Ouest .

Pour ce faire, la RFA a prévu de réaliser d'importantes coupes budgétaires dans les dépenses sociales et d'allocations chômage pour réduire le déficit budgétaire à moins de 3% pour respecter les critères de convergence du traité de Maastricht et financer la réunification. Cela doit se traduire par un plan d'austérité qui est ressenti par beaucoup d'Allemands comme une atteinte à l'Etat providence. Cependant, elle redoute le laxisme budgétaire et économique des autres pays européens, c'est pourquoi elle a imposé le pacte de stabilité budgétaire à la Conférence Inter Gouvernementale, chargée de préparer l'élargissement et la réforme des structures de l'Union européenne, pour compenser les craintes des Allemands de perdre la puissance du Deutsche Mark par rapport à l'Euro.

L'Europe continuera à être payante pour l'Allemagne, par ses taux d'intérêt et sa politique de convergence, tant que la réunification lui coûtera plus qu'elle ne lui rapporte en investissements. Pourtant elle devra bien finir par choisir entre, vouloir l'approfondissement et l'élargissement avec des structures inchangées dans la perspective d'un hypothétique Etat fédéral supranational (au risque de faire implorer l'Union) et se ranger à la solution pragmatique d'une coopération intergouvernementale renforcée, sorte de compromis original entre une fédération et une confédération. Mais il ne faudrait pas qu'elle persiste dans sa proposition de « noyau dur », sorte d'Europe à la carte qui porte en germe le risque de son éclatement.

Par ailleurs, l'OTAN et son corollaire, la présence et le maintien des Américains en Europe, demeurent parmi les principes de base de la politique étrangère allemande dans la mesure où ils assurent une fonction d'équilibre sur le vieux continent pour relativiser les craintes de ses voisins européens quant à une éventuelle hégémonie.

Finalement, l'intégration de l'Allemagne à l'Europe a atténué quelques-unes des incertitudes liées à la situation de ce pays placé au carrefour entre l'Est et l'Ouest. Les nombreux liens qui se sont forgés (idéologiques, politiques, économiques et militaires) entre l'Allemagne et l'Europe rendent peu probable le retour à l'ancien jeu de bascule dans la mesure où l'interdépendance accrue en Europe crée des liens et des obligations. Pour que l'insertion de la RFA dans un ordre européen soit durable, cet ordre doit être consenti à la fois par les Allemands et les peuples du pourtour comme conforme à leurs intérêts nationaux.

### 2.3. UNE PROPENSION A L'EVOLUTION VERS LE CENTRE PAR REPLI SUR SOI

A ce stade de l'étude, il paraît nécessaire de s'interroger sur l'identité allemande présentée, au sens traditionnel et historique du terme, comme une communauté nationale qui forge son identité par le rejet de ce qui est étranger. Une attitude que Heinrich Heine a décrite en ces termes : « le patriotisme des Allemands consiste à avoir un coeur de plus en plus étroit, qui se rétracte comme le cuir au froid, à haïr l'étranger, à ne plus vouloir être citoyen du monde, ni européen, mais seulement allemand, au sens étroit... ».

Or, les 4,3 Millions de chômeurs (dont 19% à EST et près de 11% à l'Ouest) semblent tétaniser l'Allemagne, coincée dans le débat entre plus de libéralisme et de flexibilité et une meilleure répartition du travail (avec le passage à la semaine de 32 heures). Elle tarde donc à se tourner vers les PECO car elle est obnubilée par le coût de la réunification et les difficultés d'intégration de l'ex-RDA et elle cale sur l'Union européenne qui apparaît comme une remise en cause de la souveraineté économique et monétaire d'une économie en panne d'investissements et de consommation interne. Cela peut entraîner une tendance au repli de l'Allemagne sur elle-même pour régler ses problèmes structurels internes.

En effet, le modèle allemand semble en panne, avec des difficultés persistantes des finances publiques depuis l'unité, des pertes de compétitivité sur les marchés mondiaux et la brutale augmentation du chômage qui ont entamé la confiance des Allemands dans la capacité de leur économie à faire face à la crise. Il en résulte le sentiment diffus que de déchirantes ruptures s'imposeront au détriment des acquis et du traditionnel niveau de vie élevé, ce qui est propice au repli sur soi d'autant que la voie choisie par le gouvernement pour une adaptation, tant à l'Union européenne qu'à la globalisation, risque d'être perçue comme une rupture avec la recherche d'une voie négociée. La preuve en est donnée par la dernière conférence européenne d'Amsterdam, du 16 juin 1997, qui marque un certain revirement allemand avec le relâchement du lien franco-allemand et la volonté de maintenir les décisions à l'unanimité et non pas à la majorité au nom des « intérêts vitaux allemands », expression nouvelle jusqu'à présent taboue, ce qui a contribué à bloquer la nécessaire réforme des institutions, préalable indispensable à son élargissement.

La crise actuelle, consubstantielle à la mondialisation, est un double défi pour le « capitalisme rhénan » sur sa capacité à s'adapter aux tendances lourdes de l'économie mondiale, notamment par le passage de l'industrie (chère au modèle Allemand) aux services, en particulier dans l'immatériel du multimédia, sans pour autant se renier en continuant de concilier efficacité économique et solidarité sociale. Ce repli probable, pourrait s'accompagner d'une exacerbation de certains problèmes comme l'immigration et la revendication de certains territoires.

## 2.4. UNE HYPOTHETIQUE EVOLUTION VERS LE CENTRE PAR DOMINATION

Reste à s'interroger sur les conséquences à terme d'une telle situation pour voir si elle pourrait déboucher sur une nouvelle volonté de domination, à la fois par réaction et fuite en avant face aux difficultés intérieures, comme l'Allemagne en a déjà manifesté la capacité au cours de son histoire récente. Il existe en effet une interrogation sur la stabilité à venir des frontières, qui dépendra de la représentation du thème de la nation et de la conception de sa place dans le monde que se fera l'Allemagne.

Le débat sur la question territoriale et la représentation de la puissance et du rôle de l'Allemagne en Europe a été largement esquivé par le choix rapide de l'adhésion de la RDA à la RFA, par l'utilisation de l'article 23, écartant l'élaboration d'une nouvelle constitution propice à un plus large débat. La joie et l'émotion des retrouvailles et l'absorption de l'Est par l'Ouest ont imposé une vision idyllique et de façade d'une nation homogène, laissant en réalité les « Ossis » (anciens citoyens de la RDA) à leur désarroi face au chômage et à l'économie de marché, soumis à un certain ostracisme et à la condescendance des « Wessis » (citoyens de la RFA d'avant 1989) qui ont balayé leurs repères politiques, économiques et sociaux.

Tant que persisteront des inégalités (« mur des richesses ») et l'incompréhension (« mur psychologique ») entre les deux parties de l'Allemagne, il existera un risque de déstabilisation politique accompagné de surenchères nationalistes. Toutefois, malgré quelques réactions xénophobes violentes, il semble que la conception ethnique de la nation s'estompe lentement sous l'effet conjugué de 50 ans de démocratie, du fédéralisme et de l'ouverture, notamment à l'Europe.

De plus, l'Allemagne n'est pas devenue le colosse économique, démographique et militaire comme on pouvait le craindre en 1990 mais elle est bien au contraire sortie affaiblie de la crise et de la réunification.

Par ailleurs, sur le plan militaire, la RFA a renoncé par traité solennel aux armes nucléaires, bactériennes et chimiques, tandis que la discussion sur l'avenir du service national, le format et les missions de la Bundeswehr reste à faire pour que la participation accrue aux opérations de maintien de la paix soit la contrepartie de responsabilité liée à l'obtention envisagée d'un siège permanent au conseil de sécurité de l'ONU.

En fin de compte, il paraît peu probable que l'Allemagne ait la volonté de redevenir une puissance dominante, ne serait ce parce qu'elle ne s'en donne pas les moyens diplomatiques et militaires. L'Allemagne est donc bien conforme à ce qu'en disait le Chancelier KIESINGER : « Trop grande pour ne jouer aucun rôle dans l'équilibre des forces ... trop petite pour maintenir seule l'équilibre des forces autour d'elle »

## 2.5. SYNTHÈSE DES SCÉNARIOS D'ÉVOLUTION POSSIBLES

Paradoxalement, le colosse que l'on prédisait en 1990 se retrouve affaibli en 1997. Il n'existe pas de signes évidents de retour en puissance de l'Allemagne, à moins que l'absence de soutien de ses partenaires occidentaux à sa politique vers l'Est ne l'amène à revoir celle-ci dans un sens plus dominateur.

L'évolution de l'Allemagne dépendra en partie de la manière dont elle acceptera et gèrera l'atteinte au noyau dur de sa puissance étatique et de souveraineté nationale : le Deutsche Mark; mais aussi des réponses aux défis de la réunification et de la productivité. En effet, elle est engagée dans un double mouvement de reconversion d'une économie jadis florissante mais essoufflée et de ressourcement identitaire géographique et culturel. La reconversion d'une économie socialiste sera plus difficile et longue (estimée à une génération) que celle d'une économie capitaliste de guerre, même ruinée, comme l'a été celle de la RFA en 1945.

Il lui faudra donc trouver un équilibre interne induit par la fondation d'une société unie, sur des bases libérales et démocratiques, axée sur l'assimilation et la conversion morale des 16 millions d'Allemands de l'Est habitués au totalitarisme (à part durant la période 1919-1933). Cela passe par la reconstruction économique et industrielle à l'Est, qui doit être poursuivie et qui sera à terme la base de l'essor futur de l'Allemagne grâce aux investissements consentis tant sur le plan économique qu'humain.

Actuellement, l'appréciation du Deutsche Mark et des coûts salariaux et des dépenses d'environnement élevés ont entraîné une baisse de la compétitivité. Celle-ci a été aggravée par le coût de la réunification qui impose une augmentation des prélèvements obligatoires (qui atteignent 44% du PIB) notamment par la surtaxe de solidarité (qui a déprimé la demande intérieure et freiné la croissance d'un demi-point), pour financer les 150 milliards de DM annuels de transferts d'Etat vers l'Est.

C'est pourquoi il semble que le premier scénario d'évolution qui s'impose à l'Allemagne et qu'elle paraît vouloir suivre dans un premier temps est celui du repli sur soi.

Dans un deuxième temps, après restructuration et règlement des problèmes internes, deux scénarios pourraient intervenir :

- retour à l'Ouest avec l'approfondissement de l'UE,
- ou
- bascule vers l'Est.

Dans tous les cas de figure, l'Allemagne n'apparaît plus en position de domination dans une Europe élargie dont elle représente moins de 20% du potentiel.

### 3. ELEMENTS DE CONCLUSION

L'émergence d'une Allemagne de 80 millions d'habitants au coeur de l'Europe n'a pas ébranlé les assises du système de sécurité européen et n'a pas suscité d'inquiétudes majeures de ses voisins dans la mesure où la RFA a su dès 1990 régler les problèmes de délimitation de ses frontières immédiates et a compensé son surcroît de puissance par une volonté d'intégration accrue à l'Europe, même si cette tendance s'essouffle pour des raisons de difficultés internes générées par la réunification.

Toutefois, le caractère de puissance de l'Allemagne est une réalité, même si celle-ci n'en a pas encore tiré toutes les conséquences en ce qui concerne l'exercice des responsabilités qui lui incomberont en Europe et dans le monde et continue de faire preuve de retenue.

L'Allemagne est malade de la réunification qui a eu un effet de frein sur son économie. Or, la situation économique et financière est un facteur déterminant de l'évolution politique de l'Allemagne. Sa prépondérance économique pourrait engendrer la prééminence politique en Europe. Il s'agit donc pour l'Allemagne d'inventer un équilibre externe entre l'approfondissement de l'Europe traditionnelle, indispensable à son développement économique et le développement d'une nouvelle politique à l'égard de ses voisins (PECO), acceptable par eux. Car la taille de l'Allemagne n'est pas suffisante pour dominer l'Europe mais par son poids elle est capable de la déstabiliser.

Dans son dernier roman, « Toute une histoire », Gunter GRASS montre bien que l'Allemagne n'a pas digéré son unification aussi bien qu'elle voudrait le faire croire. La gestion des conséquences de l'unité l'occupera encore en priorité pendant plusieurs années et ce, au détriment de sa vocation géographique à dominer l'Europe, qu'elle soit occidentale ou orientale. Toutefois, cela ne se fera sans doute pas sans soubresauts :

- réaction à l'Euro liée à la perspective de la perte de souveraineté monétaire, pièce maîtresse de la réussite allemande,
- revendication des anciens territoires par réaction et dérivatif aux problèmes économiques et sociaux qui impliqueront des arbitrages de plus en plus tendus entre compétitivité et cohésion sociale et feront que l'Allemagne devra apprendre à vivre dans un contexte moins prospère.

En définitive, l'Allemagne, « empire du milieu de l'Europe, qui souffre plus qu'il ne bénéficie de sa centralité » (d'après M ADLER), est une nation obsédée par les spectres du passé et qui craint toujours de perdre ce qu'elle a réalisé depuis que les catastrophes ont cessé de la frapper. L'intérêt national allemand s'est donc transformé pour obéir fondamentalement à trois souhaits comme le constatait le philosophe Karl JASPERS dès 1966 dans son ouvrage intitulé « Où va la république » : « bien manger, dormir en paix et ne jamais être seul ». Ce qui laisse à penser que, malgré une tendance au repli sur soi lié aux difficultés de gestion de la réunification, l'Allemagne continuera à se rapprocher et s'intégrer à l'Europe occidentale tout en ayant un intérêt objectif, du à sa position géographique et économique dominante au centre de l'Europe, à se rapprocher des PECO.

---

## ANNEXE 1

### BIBLIOGRAPHIE

- l'Allemagne un enjeu pour l'Europe de Rénata Fritsch-Bournazel Ed Complexe
- Au nom de l'Europe : l'Allemagne dans un continent divisé de T E ASH Ed Gallimard
- Territoire pour politiques : variations européennes (partie Allemagne)
- Dictionnaire de géopolitique de Y Lacoste chez Flammarion
- L'Etat du monde des années 1987, 1992, 1996
- l'Allemagne après l'Allemagne dans la Revue politique étrangère IFRI (4/91)
- Allemagne : l'an III Géopolitique n°44
- Revue des questions allemandes, mars 96, février 97
- Revue Politique étrangère 3/96
- Qui a profité de la réunification ? Monde diplomatique Avril 97
- Revue ESPRIT de mai 1996

## ANNEXE 2

### ANALYSE DES FACTEURS GEOPOLITIQUE D'EVOLUTION DE L'ALLEMAGNE

#### 1 HISTORIQUE ET GEOGRAPHIE DE LA PLACE DE L'ALLEMAGNE EN EUROPE

La constante de l'histoire allemande est sa situation au coeur de l'Europe. C'est ainsi que de Gaulle déclarait : « le problème allemand est, par excellence, le problème européen...Européen, enfin, parce que depuis toujours, l'Allemagne ressent une angoisse, parfois une fureur, suscitées par sa propre incertitude au sujet de ses limites, de son unité, de son régime politique, de son rôle international et qui font que son destin apparaît perpétuellement au continent tout entier comme d'autant plus inquiétant qu'il reste indéterminé. »

Pour Helmuth PLESSNER, « l'Allemagne est une nation tard venue » car pour les Allemands, l'idée de se rassembler au sein d'un même Etat s'est développée en réaction à un ennemi extérieur (la France de Napoléon) menaçant un territoire qu'il s'agit de défendre. L'unité allemande n'a jamais été un fait acquis et s'est toujours heurtée à la crainte des autres pays européens de voir s'installer un pôle de puissance au coeur de l'Europe.

Bien que très vieil état depuis 887, elle s'est morcelée dans le rêve du Saint Empire qui l'a éloigné de l'édification d'un Etat-nation qui n'est apparu que tardivement (après l'échec révolutionnaire de 1848, il a été imposé autoritairement par le haut en 1870 et non pas par le peuple) pour éclater de nouveau en 1945 avant de se reconstituer en 1989. C'est donc un état cyclique et fédéré qui doit réaliser une double tâche : assurer son équilibre interne et externe.

L'Allemagne a longtemps été poussée vers l'Est, puis on a assisté à son retour vers l'Ouest avec l'absorption de l'ensemble par la Prusse, suivi de l'éclatement entre l'Est et l'Ouest avant l'absorption inverse en 1989 de la Prusse et de la Saxe par la partie occidentale triomphante ce qui a conduit à un manque d'homogénéité ( en particulier culturelle).

L'histoire allemande est marquée par la continuité géographique de sa situation au centre de l'Europe mais avec des frontières floues. L'Allemagne est donc un point de séparation mais aussi d'équilibre entre l'Est et l'Ouest.

## 2 . LES FACTEURS POLITIQUES

La construction en quarante ans d'une identité nationale a été basée moins sur la notion de Nation et sur la question territoriale que sur de nouvelles valeurs : la démocratie, la coopération avec les voisins, la solidarité Européenne et Atlantiste, la fierté des performances économiques et la grande américanisation de la société.

La démocratie Allemande est exemplaire mais récente et fragile. En effet, les institutions sont fortes car le Bundestag est élu selon un mode qui réussit à concilier la nécessaire représentation des grands courants politiques et la stabilité du gouvernement. Chaque électeur vaut 2 voix, l'une pour le candidat de sa circonscription (majorité relative), l'autre pour une liste (proportionnelle), ce qui assure l'enracinement local et la représentativité nationale des partis (>5%). Mais il demeure une faiblesse dans la nécessité de former des coalitions et dans la lourdeur du processus décision. On constate actuellement une faible majorité de 10 voix au Bundestag pour la CDU et une diminution importance du parti libéral (le FDP n'a obtenu que 6,9% des voix en 94) qui, si elle persiste, pourra nécessiter à terme une coalition CDU et SPD; avec en parallèle la remontée des Verts (7,3% aux législatives de 94) et le maintien du PDS (ex -communiste) dans les Länders de l'Est où il a obtenu près de 20% des voix.

L'exercice du pouvoir est partagé par 17 gouvernements, dont un fédéral, résultant du morcellement historique ( cf. traité de WESTPHALIE 1648), qui symbolise la souveraineté librement consentie par le peuple allemand dans sa diversité. Ce partage respecte la personnalité de chaque Länder, doté d'une puissance propre (constitution, gouvernement, enseignement, police), qui participe au Bundesrat et légifère dans certains domaines comme l'économie, l'environnement, le social et la justice. Le fédéralisme semble avoir facilité la réunification des 5 nouveaux Länders de l'Est.

On assiste au renforcement du rôle de l'Etat fédéral pour assumer les responsabilités de troisième puissance économique mondiale ayant retrouvé sa pleine souveraineté mais au prix d'un débat entre les partisans de la discrétion tenant compte des abominations du passé et ceux qui revendiquent le retour à la normalisation de la politique extérieure allemande.

La capitale, Berlin, est revenue à l'Est (au détriment de BONN et historiquement de FRANCFORT) qui est en pleine reconstruction mais où le mur reste dans les esprits et continue de diviser les habitants. De plus, les communes à l'Est sont trop petites et les administrations locales souvent incompétentes (car dirigées par des amateurs ou d'anciens communistes) tout comme les Landers qui doivent réorganiser leurs structures (scolaire, sociale, législative) et sont préoccupés par la sauvegarde des emplois.

La récente vague de xénophobie, amplifiée par le chômage à l'Est, peut servir au regain de l'extrême droite et entraîner une déstabilisation par

des discours hostiles aux immigrés, nationalistes et revenchards vis à vis des pays voisins.

### 3 . LES FACTEURS DIPLOMATIQUES ET DE SECURITE

D'après l'historien berlinois Arnulh BARING, la politique étrangère allemande a suivi trois options distinctes :

- \* une sorte d'équilibre par le biais de relations délicatement pondérées dans toutes les directions, comme le firent Bismarck, STRESEMANN, et BRANDT;
- \* la volonté d'échapper à la position centrale en recherchant l'hégémonie sur l'espace euro-asiatique, comme l'incarna Hitler;
- \* le dépassement de l'Etat-nation allemand pour le bien des Allemands et pour le bien de l'Europe, dans la tradition de l'empire supra-national et chrétien du Moyen-Age, qui unifiait en son sein l'Europe occidentale, centrale et méridionale, formule dont s'inspirait ADENAUER et ses successeurs, résolument axée sur l'interdépendance et qui en final a permis à l'Allemagne de retrouver son indépendance.

La démocratie allemande a toujours été partagée entre un sentiment d'encerclement (obsidional) et le dilemme du choix entre l'Est (syndrome de Rapallo, exemple négatif d'une politique de bascule entre l'Est et l'Ouest) et l'Ouest, alternativement arbitre et champ de bataille de l'Europe.

Devenue la première puissance européenne par la population et la puissance économique (qui par son poids pourrait la faire de nouveau pencher, en particulier vers l'Est), l'Allemagne a retrouvé le 3 octobre 1990 sa pleine souveraineté, dont le caractère limité a été compensé par sa participation et sa forte intégration aux organisations intégrées (OTAN et CEE) et l'évolution pacifique des rapports Est/Ouest. La création de la CEE pour ses fondateurs comme pour ADENAUER, était en partie guidée par le souci d'éloigner l'Allemagne de ses penchants naturels par une intégration poussée. Cela confirme une certaine continuité de l'action diplomatique allemande qui :

- considère l'OTAN comme le rempart de sa sécurité,
- souhaite poursuivre l'intégration politique de l'Europe par l'union croissante de ses peuples,
- perpétue l'Ostpolitik sous forme de coopération diversifiée avec les PECO et la Russie.

A ces domaines, s'ajoute la politique culturelle (3ème pilier de la diplomatie) qui s'exerce à travers des échanges universitaires et l'action d'organismes comme l'institut GOETHE ou l'Université HUMBOLT et représente près de 3 milliards de DM.

Par ailleurs, l'Allemagne demande désormais un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, ce qui symboliserait sa réhabilitation totale au sein de la communauté internationale née de la victoire des alliés en 1945 contre l'Allemagne et le JAPON et consacrerait sa place et sa puissance en Europe. Sa demande paraît justifiée par son importance démographique et

économique en Europe, sa contribution financière élevée à l'ONU et sa politique active de contribution pacifique aux relations internationales. Mais cela impliquera une participation accrue aux opérations de maintien ou de rétablissement de la paix, y compris dans le cadre de l'article 7 de la charte de l'ONU et augmentera la sureprésentation de l'Europe et des occidentaux industrialisés (elle est donc liée à l'intégration du Japon et des pays d'Amérique du Sud, d'Afrique et d'Asie).

La récente décision de la Cour constitutionnelle fédérale de Karlsruhe du 12 juillet 1994, liant toute participation de soldats allemands à des actions d'intervention extérieure à l'accord préalable du Bundestag, est le préliminaire indispensable à un renforcement de la prise de responsabilités internationales.

#### 4 . LES FACTEURS ECONOMIQUES ET TECHNOLOGIQUES

Depuis la réunification, l'Allemagne n'est plus du même ordre de grandeur économique, surtout à terme grâce à la reconstruction et aux investissements en cours à l'Est.

L'Europe a plus rapporté à l'Allemagne, en terme d'excédents commerciaux, que ne lui a coûté sa forte contribution à l'Union). En effet, son excédent commercial en Europe était de 42 MM de \$ en 1996 contre 28MM de \$ de contribution au budget européen (qu'elle juge pourtant trop élevée).

Le facteur économique majeur de l'Allemagne réside dans la puissance de la « BUBA »(Banque fédérale allemande) en raison de son indépendance et du poids international du Deutsche Mark, ce que l'on peut appeler la « diplomatie du Mark », qui agit comme facteur de stabilité.

Toutefois, l'Allemagne s'interroge sur les vertus de son modèle économique et social, dans le contexte de concurrence internationale renforcée, à cause de déficits structurels :

- \* vieillissement de la population qui impliquera l'augmentation des dépenses de retraites (11,1% PIB en 96 contre 19% en 2035),
- \* glissement des avantages comparatifs de la haute technologie vers la moyenne,
- \* taux de change du mark surévalué,
- \* niveau trop élevé des salaires et des charges salariales, sociales et fiscales imposées aux entreprises (coût horaire le plus élevé au monde avec 44DM contre 36 au Japon, 29 en France et 28 aux USA),
- \* prélèvements obligatoires qui représentent 43,3% du PIB.

On assiste donc à la limite, voire au déclin du modèle rhénan (paix sociale, stabilité politique, monnaie forte), à la dérive académique de l'enseignement (formation), aux lourdeurs de la gestion et au développement insuffisant de la recherche, notamment pour les nouvelles hautes technologies de pointe, qui se traduit par un certain effondrement dans les constructions mécaniques et les biens d'investissement face au Japon. A ces tendances s'ajoutent l'augmentation des coûts dans l'industrie chimique due aux réglementations écologiques (dont les Allemands sont devenus par ailleurs des

experts du marché : dépollution, traitement des déchets), le retard dans la micro-électronique de pointe et le retrait du nucléaire civil par arrêt de la production de centrale.

Venons en maintenant au problème principal de l'économie allemande, celui du coût de la réunification qui pèse lourdement sur les grands équilibres budgétaires et financiers. Il représente actuellement plus de 1000 Milliards de Deutsche marks cumulés et il a été aggravé par des options contestables comme le taux de change de 1 Mark Ouest contre 1 Mark Est, l'alignement précipité des salaires et les privatisations-liquidations plutôt que des investissements, qui ont accéléré la ruine du système productif délabré, entraînant un chômage accru et des transferts financiers massifs, l'augmentation des déficits publics et l'aggravation de la récession allemande. Toutefois, celle-ci est intervenue plus tardivement qu'en Europe par suite des effets bénéfiques des premiers achats de l'Est. Elle s'est traduit par l'augmentation des taux d'intérêt pour financer les aides publiques à l'Est (150 MM DM par an, soit 5% du PIB de l'OUEST contre 40% du PIB de l'EST) mais paradoxalement, les profits des entreprises ont doublés depuis la réunification, passant de 345 MM à 653 MM DM.

Par contre, la partie Est attire plus les investissements dans les services (succursales de Banques ou commerces) que dans l'industrie car les coûts et les délais sont trop élevés pour des communes trop petites pour faire les investissements nécessaires en équipements collectifs pour attirer les entreprises et le coût de la main-d'oeuvre est cher par rapport à une productivité moindre (d'un 1/3 en 90).

## 5 . LES FACTEURS DEMOGRAPHIQUES ET SOCIAUX

Sur le plan démographique également, l'Allemagne n'est plus du même ordre de grandeur que ses voisins et partenaires. Cependant, la peur de la productivité et de l'avenir à l'Est, engendrée par le chômage aggravé et chronique lié aux nombreux laissés pour compte de la réunification (les retraités, les femmes et les jeunes en général), a fait baisser la natalité. Cette baisse démographique équivaudra à un vieillissement de la population et des mentalités et au gonflement des déficits sociaux dus au poids des retraites.

Sur le plan social, on constate que l'incompréhension et la suspicion réciproques subsistent entre les deux parties de l'Allemagne. Les « Ossis (anciens citoyens de la RDA) » sont souvent dépressifs à cause du chômage et se sentent humiliés par le mépris des « Wessis (citoyens de la RFA) » qui les considèrent comme passifs et insuffisamment productifs. Ils ont donc tendance à se replier sur eux-mêmes avec le sentiment de la misère morale du vaincu dont la culture et l'histoire sont ignorées. La nostalgie qui en résulte pourra se résorber ou devenir une matière explosive sur le plan politique, tout dépendra des capacités de la société allemande à éviter leur marginalisation. Sinon, il pourra en résulter une certaine montée des conflits induite par la baisse de la régulation sociale, l'augmentation de l'immigration pour compenser le vieillissement et l'exclusion, aggravée par le consensus mou reposant sur une grande coalition impropre à prendre les décisions rendues nécessaires pour

---

effectuer le réajustement entre les régions. Celui-ci devrait porter sur la modernisation de l'administration (universités, police, etc...) et des infrastructures (routes refaites , réseau téléphonique modernisé, voire neuf, stations radio et télévision) et nécessite une politique centrale qui représente une atteinte au régionalisme déjà réduit par la montée en puissance des instances indépendantes comme la BUBA, les tribunaux et l'Europe.

---

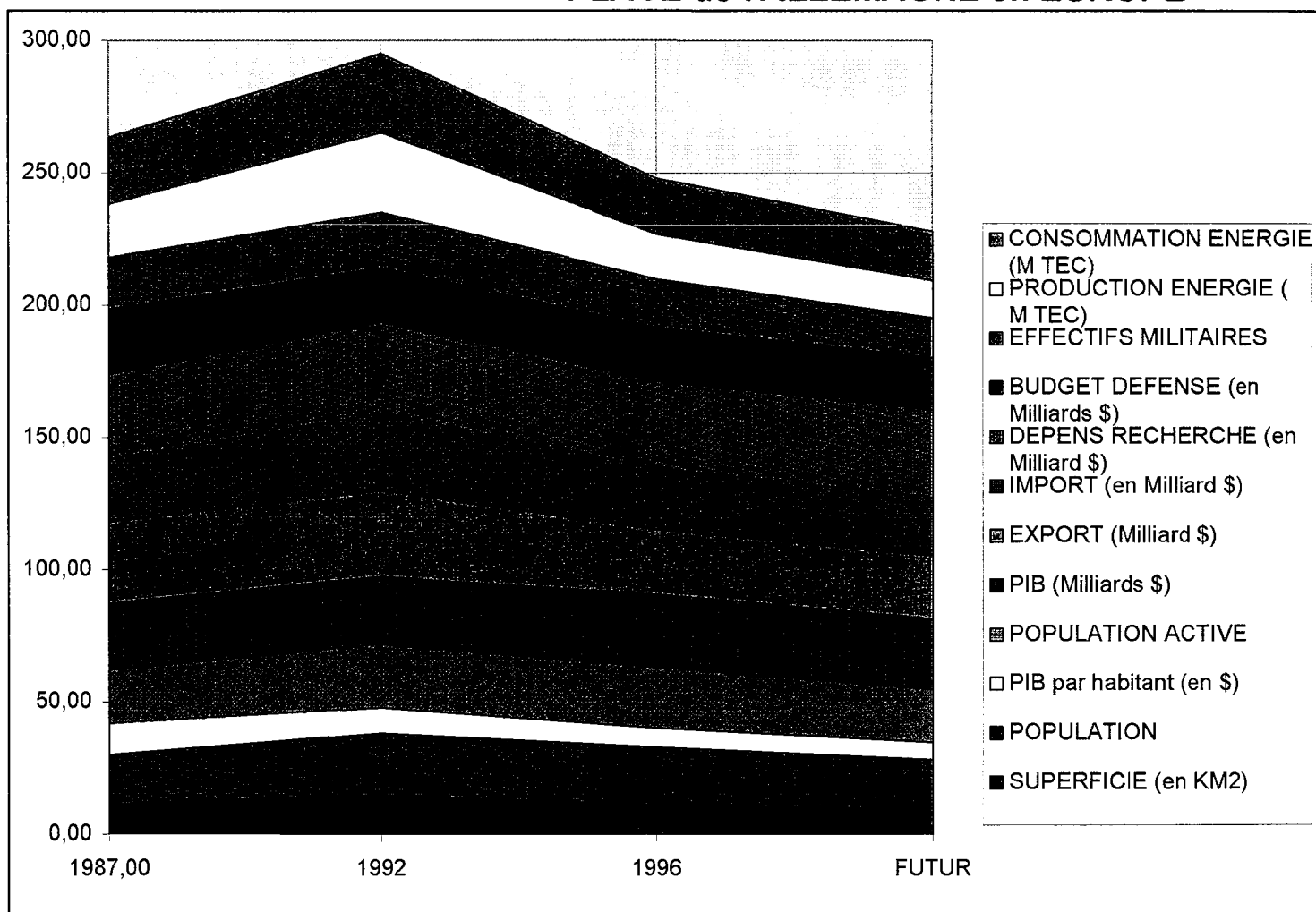
### ANNEXE 3 récapitulation

DOMAINES	1987			1992			1996		
	RFA	CEE	%	RFA	CEE	%	RFA	UE	%
SUPERFICIE (en KM2)	249147	2257544	11,04	357050	2365433	15,09	357050	3236253	11,03
POPULATION	61200000	323406000	18,92	80300000	346480000	23,18	81900000	372487000	21,99
PIB par habitant (en \$)	14436	119764	12,05	21119	220788	9,57	21083	294955	7,15
FECONDITE	0	0		1	2		1,3	1,61	
POPULATION ACTIVE	28100000	139508280	20,14	30900000	127700000	24,20	39300000	169770960	23,15
CHOMAGE (% population active)	6,5	9,46		5	9		9,3	9,73	
PIB (Milliards \$)	881	3486,04	25,27	1696	6674	25,41	2360,8	8585,9	27,50
	0	0		0	0		0	0	
EXPORT (Milliard \$)	294	955,2	30,78	429	1316	32,63	521	2108,05	24,71
PART DE CEE/UE (en %)	52,7	62,05		54	65		56,5	65,65	
PART DE PECO	3,4	0		0	0		4,4	0	
IMPORT (en Milliard \$)	228,3	957,6	23,84	408	1404	29,08	456,3	1988,7	22,94
PART DE CEE/UE (en %)	52,7	61,0583333		52	61		55,2	66,69	
PART DE PECO	3,9	0		0	0		4,7	0	
DEFICIT ou excéd EXTERIEUR	65,7	-0,2		21	-88		64,7	0	
CONTRIB BUDG à EUROP (en %)	0	0		29	0		29,1	0	
	0	0		0	0		0	0	
	0	0		0	0		0	0	
DEFICIT BUDGETAIRE (% PIB)	0	0		-3	-6		3,3	-2,59	
DETTE PUBLIQUE (% PIB)	0	0		44	71		60,7	73,13	
DEPENS RECHERCHE (% PIB)	2,5	1,53		3	2		2,3	1,79	
DEPENS RECHERCHE (en Milliard \$)	22,03	69,22	31,82	47	138	34,44	54,30	164,14	33,08
BUDGET DEFENSE (en Milliards \$)	28,19	113,48	24,84	32	157	20,57	33,05	162,91	20,29
%/PIB	3,2	2,7		2	2		1,4	1,72	
	0	0		0	0		0	0	
	0	0		0	0		0	0	
EFFECTIFS TERRE	332100	1635230	20,31	316000	1388100	22,76	252800	1276250	19,81
EFFECTIFS MER	36400	346150	10,52	35200	306800	11,47	28500	288150	9,89
EFFECTIFS AIR	108700	485550	22,39	95800	458700	20,89	77100	412800	18,68
EFFECTIFS MILITAIRES	477200	2466930	19,34	447000	2153600	20,76	358400	1977200	18,13
	0	0		0	0		0	0	
PRODUCTION ENERGIE ( M TEC)	155	765	20,26	233	771	30,28	165	973,73	16,95
CONSOMMATION ENERGIE (M TEC)	344	1369,2	25,12	457	1534	29,82	366	1739,19	21,04
% MOYEN TOTAL			21,11			23,34			19,76

### ANNEXE 3 récapitulation

DOMAINES	FUTUR			
	RFA	UE + PECO	%	
SUPERFICIE (en KM2)	357050	3769810	9,47	le % de la superficie a légèrement diminué
POPULATION	81900000	436735000	18,75	Représente toujours moins de 19% du total européen
PIB par habitant (en \$)	21083	320145	6,59	PIB/HAB de l'Allemagne / à l'Europe a diminué de moitié
FECONDITE	1,3	1,64		Plus faible fécondité que moyenne Européenne
POPULATION ACTIVE	39300000	196668750	19,98	Représente toujours 1/5 de la population active européenne
CHOMAGE (% population active)	9,3	9,73		Chômage allemand a augmenté et rejoint le % Européen
PIB (Milliards \$)	2360,8	8823,94	26,75	Le PIB allemand représente plus du 1/4 de celui de l'Europe
	0	0		
EXPORT (Milliard \$)	521	2176,05	23,94	Ne représente + que # 1/4 au lieu de près de 1/3
PART DE CEE/UE (en %)	56,5	64,26		De + en + interdépendant du commerce Européen
PART DE PECO	4,4	0		
IMPORT (en Milliard \$)	456,3	2081,4	21,92	
PART DE CEE/UE (en %)	55,2	64,75		De + en + interdépendant du commerce Européen
PART DE PECO	4,7	0		
DEFICIT ou excéd EXTERIEUR	64,7	0		
CONTRIB BUDG à EUROP (en %)	29,1	0		
	0	0		
	0	0		
DEFICIT BUDGETAIRE (% PIB)	3,3	-2,59		Désormais +de déficit que moyenne communautaire
DETTE PUBLIQUE (% PIB)	60,7	73,13		Endettement a augmenté
DEPENS RECHERCHE (% PIB)	2,3	1,79		La part de la recherche a légèrement baissé en D et augmenté en E
DEPENS RECHERCHE (en Milliard \$)	54,30	164,14	33,08	Mais la part de la recherche D en E a augmenté légèrement et = 1/3
BUDGET DEFENSE (en Milliards \$)	33,05	167,71	19,71	La part de la défense allemande en Europe est passée de 1/4 à 1/5
%/PIB	1,4	1,77		La part de la défense dans PIB allemand a baissé de plus de la moitié
	0	0		
	0	0		
EFFECTIFS TERRE	252800	1555950	16,25	
EFFECTIFS MER	28500	305950	9,32	
EFFECTIFS AIR	77100	509300	15,14	
EFFECTIFS MILITAIRES	358400	2371200	15,11	Les effectifs milit allemand ne représentent plus que 15% de ceux de l'E
	0	0		
PRODUCTION ENERGIE ( M TEC)	165	1174,30	14,05	Passé de 20% à 15%
CONSOMMATION ENERGIE (M TEC)	366	1978,07	18,50	Passé de 25% à 18%
% MOYEN TOTAL			17,90	Est passé en dessous du quart de l'Europe

### ANNEXE 3 PLACE de l'ALLEMAGNE en EUROPE



### ANNEXE 3 1987 + CEE

DOMAINES	RFA	FRANCE	ITALIE	ESPAGNE	GB	IRLANDE	BELGIQUE	UXEMBOUR	PAYS BAS	GRECE
SUPERFICIE (en KM2)	249147	547026	301225	504782	244046	70280	30514	2586	40844	131944
POPULATION	61200000	55600000	57300000	38800000	56900000	3540000	9900000	36000	14640000	10010000
PIB par habitant (en \$)	14436	12862	10542	6023	10311	6864	11426	13739	11838	4053
FECONDITE										
POPULATION ACTIVE	28100000	24000000	24100000	14700000	27800000	1345200	4200000	13680	5563200	3803800
CHOMAGE (% population active)	6,5	10,6	11,9	19,6	9,4	9,4	10,5	1,8	9,6	
PIB (Milliards \$)	881	715,5	604,1	233,1	586,7	24,3	113,1	4,9	173	40,5
EXPORT (Milliard \$)	294	148,5	112	34	131,2	16	83,1	3,7	92,4	5,6
PART DE CEE/UE (en %)	52,7	58,3	56,1	63,8	49,5	73,3	74,2	60	74	63,3
PART DE PECO	3,4									
IMPORT (en Milliard \$)	228,3	158,5	125	48,8	154,5	13,6	83,2	4,1	91,3	11,5
PART DE CEE/UE (en %)	52,7	60,7	56,6	54,6	52,8	65,6	72,4	79	64	58,7
PART DE PECO	3,9									
DEFICIT ou excéd EXTERIEUR	65,7	-10	-13	-14,8	-23,3	2,4	-0,1	-0,4	1,1	-5,9
CONTRIB BUDG à EUROP (en %)										
DEFICIT BUDGETAIRE (% PIB)										
DETTE PUBLIQUE (% PIB)										
DEPENS RECHERCHE (% PIB)	2,5	2,35	1,1	1,4	2,3	0,9	1,4	1,4	2	1,4
DEPENS RECHERCHE (en Milliard \$)	22,03	16,81	6,65	3,26	13,49	0,22	1,58	0,07	3,46	0,57
BUDGET DEFENSE (en Milliards \$)	28,19	24,33	16,31	4,66	27,57	0,39	2,60	0,02	5,36	1,82
%/PIB	3,2	3,4	2,7	2	4,7	1,6	2,3	0,5	3,1	4,5
EFFECTIFS TERRE	332100	279900	265000	230000	158700	11900	67500	630	68000	165500
EFFECTIFS MER	36400	68900	50300	62500	66500	900	4500		17100	19500
EFFECTIFS AIR	108700	96000	73000	32500	93500	800	18800		18000	24000
EFFECTIFS MILITAIRES	477200	444800	388300	325000	318700	13600	90800	630	103100	209000
PRODUCTION ENERGIE ( M TEC)	155	65	29	31	357	4	10	0,1	95	9,7
CONSOMMATION ENERGIE (M TEC)	344	212	184	85	302	13	55	4,1	105	24,3

### ANNEXE 3 1987 + CEE

DOMAINES	DANNEMARK	PORTUGAL	TOTAL EUROPE
SUPERFICIE (en KM2)	43070	92080	2257544
POPULATION	5130000	10350000	323406000
PIB par habitant (en \$)	14816	2854	119764
FECONDITE			
POPULATION ACTIVE	1949400	3933000	139508280
CHOMAGE (% population active)	8	6,8	9,46
PIB (Milliards \$)	80,3	29,54	3486,04
EXPORT (Milliard \$)	25,6	9,1	955,20
PART DE CEE/UE (en %)	48,4	71	62,05
PART DE PECO			
IMPORT (en Milliard \$)	25,4	13,4	957,60
PART DE CEE/UE (en %)	52,2	63,4	61,06
PART DE PECO			
DEFICIT ou exced EXTERIEUR	0,2	-4,3	-0,20
CONTRIB BUDG à EUROP (en %)			
DEFICIT BUDGETAIRE (% PIB)			
DETTE PUBLIQUE (% PIB)			
DEPENS RECHERCHE (% PIB)	1,2	0,4	1,53
DEPENS RECHERCHE (en Milliard \$)	0,96	0,12	69,22
BUDGET DEFENSE (en Milliards \$)	1,45	0,77	113,48
%/PIB	1,8	2,6	2,70
EFFECTIFS TERRE	17000	39000	1635230
EFFECTIFS MER	5400	14150	346150
EFFECTIFS AIR	6900	13350	485550
EFFECTIFS MILITAIRES	29300	66500	2466930
			0,00
PRODUCTION ENERGIE ( M TEC)	8	1,2	765,00
CONSOMMATION ENERGIE (M TEC)	27,3	13,5	1369,20

### ANNEXE 3 1992 + CEE

DOMAINES	RFA	FRANCE	ITALIE	ESPAGNE	GB	IRLANDE	BELGIQUE	UXEMBOUR	PAYS BAS	GRECE
SUPERFICIE (en KM2)	357050	547026	301225	504782	244046	70280	30500	2586	40844	131944
POPULATION	80300000	57200000	57800000	39100000	57700000	3500000	10000000	380000	15200000	10200000
PIB par habitant (en \$)	21119	22786	20952	14290	17931	13571	21120	26763	20592	7385
FECONDITE	1,4	1,8	1,4	1,7	1,8	2,4	1,7	1,5	1,6	1,7
POPULATION ACTIVE	30900000	24600000	24700000	15400000	27900000		4200000			
CHOMAGE (% population active)	5,2	10,50%	9,3	19,5	10,6	16,7	8,3	1,6	7,3	
PIB (Milliards \$)	1695,9	1303,4	1211	558,7	1034,6	47,5	211,2	10,17	313	75,33
EXPORT (Milliard \$)	429,4	235,8	178,2	64,5	190,1	28,28	123			9,24
PART DE CEE/UE (en %)	54,1	62,7	67,1	71,2	56	74,6	74,9			63,7
PART DE PECO										
IMPORT (en Milliard \$)	408,3	253	188,5	100,3	221	22,47	125			22,15
PART DE CEE/UE (en %)	52,1	59,6	58,8	60,8	52,2	65,5	73,6			60,3
PART DE PECO										
DEFICIT ou excéd EXTERIEUR	21,1	-17,2	-10,3	-35,8	-30,9	5,81	-2	0	0	-12,91
CONTRIB BUDG à EUROP (en %)	28,6	19,4	15,2	8,7	12,5	0,8	4	0,2	5,9	1,4
DEFICIT BUDGETAIRE (% PIB)	-3,2	-2,8	-10,5	-4,6	-6,1		-6,7			
DETTE PUBLIQUE (% PIB)	44	50,1	108,4	48,4	41,9		134,4			
DEPENS RECHERCHE (% PIB)	2,8	2,3	1,4	1	2,3	0,8	1,7		2,2	1
DEPENS RECHERCHE (en Milliard \$)	47,49	29,98	16,95	5,59	23,80	0,38	3,59	0,00	6,89	0,75
BUDGET DEFENSE (en Milliards \$)	32,22	35,19	20,59	7,26	42,42	0,62	3,17	0,10	7,20	4,07
%/PIB	1,9	2,7	1,7	1,3	4,1	1,3	1,5	1	2,3	5,4
EFFECTIFS TERRE	316000	260900	230000	146000	145400	11200	54000	800	60800	113000
EFFECTIFS MER	35200	64900	48000	36000	62100	1000	4400		15500	19500
EFFECTIFS AIR	95800	91700	76000	35000	86000	800	17300		12000	26800
EFFECTIFS MILITAIRES	447000	417500	354000	217000	293500	13000	75700	800	88300	159300
PRODUCTION ENERGIE ( M TEC)	233	67	32	29	279	5	8	0	93	11
CONSOMMATION ENERGIE (M TEC)	457	223	210	99	287	14	58	5	108	31

### ANNEXE 3 1992 + CEE

DOMAINES	DANNEMAR	PORTUGAL	TOTAL CEE
SUPERFICIE (en KM2)	43070	92080	2365433
POPULATION	5200000	9900000	346480000
PIB par habitant (en \$)	26885	7394	220788
FECONDITE	1,5	1,7	1,68
POPULATION ACTIVE			127700000
CHOMAGE (% population active)	11,7	4,2	8,59
PIB (Milliards \$)	139,8	73,2	6673,8
EXPORT (Milliard \$)	39,52	17,98	1316,02
PART DE CEE/UE (en %)	54,4	75	65,37
PART DE PECO			
IMPORT (en Milliard \$)	33,62	29,59	1403,93
PART DE CEE/UE (en %)	53,5	73,8	61,02
PART DE PECO			
DÉFICIT ou excéd EXTERIEUR	5,9	-11,61	-87,91
CONTRIB BUDG à EUROP (en %)	1,9	1,4	
DEFICIT BUDGETAIRE (% PIB)			-5,65
DETTE PUBLIQUE (% PIB)			71,20
DEPENS RECHERCHE (% PIB)	1,5	0,5	1,59
DEPENS RECHERCHE (en Milliard \$)	2,10	0,37	137,87
BUDGET DEFENSE (en Milliards \$)	2,52	1,32	156,67
%/PIB	1,8	1,8	2,23
EFFECTIFS TERRE	17300	32700	1388100
EFFECTIFS MER	4900	15300	306800
EFFECTIFS AIR	7000	10300	458700
EFFECTIFS MILITAIRES	29200	58300	2153600
PRODUCTION ENERGIE ( M TEC)	13	1	771
CONSOMMATION ENERGIE (M TEC)	24	19	1534

### ANNEXE 3 1996 + UE

DOMAINES	RFA	FRANCE	ITALIE	ESPAGNE	GB	IRLANDE	BELGIQUE	UXEMBOUR	PAYS BAS	GRECE
SUPERFICIE (en KM2)	357050	547026	301225	504782	244046	70280	30500	2586	40844	131944
POPULATION	81900000	58300000	57200000	39700000	58100000	3554000	10160000	412000	15575000	10490000
PIB par habitant (en \$)	21083	20510	19991	14789	18494	18745	21446	32206	20621	12652
FECONDITE	1,3	1,7	1,24	1,27	1,78	2,01	1,62	1,66	1,59	1,38
POPULATION ACTIVE	39300000	25600000	23400000	16200000	28900000	1705920	4150000	197760	7476000	5035200
CHOMAGE (% population active)	9,3	12,4	11,9	21,6	7,5	11,8	9,5	3,5	6,4	
PIB (Milliards \$)	2360,8	1548,2	1203,3	586,2	1135	69	264,8	17,3	393,7	122
EXPORT (Milliard \$)	521	289,8	250,8	102	259,9	46,5	168	7,09	198,8	11,76
PART DE CEE/UE (en %)	56,5	63	55,3	71	56,6	69,2	74,6	85,5	74,8	55,5
PART DE PECO	4,4									
IMPORT (en Milliard \$)	456,3	274,8	206,9	121,8	287	34,2	154,9	9,4	176,2	27,7
PART DE CEE/UE (en %)	55,2	63	60,8	66,3	54	56,3	75	91,1	56,8	79
PART DE PECO	4,7									
DEFICIT ou excéd EXTERIEUR	64,7	15	43,9	-19,8	-27,1	12,3	13,1	-2,31	22,6	-15,94
CONTRIB BUDG à EUROP (en %)	29,1	17,7	11,6	6,3	12,6	1,1	3,7	0,2	5,7	1,4
DEFICIT BUDGETAIRE (% PIB)	3,3	-3,4	-6,4	-3,5	-3,9	-2,2	-2,7	2,1	-2	-7
DETTE PUBLIQUE (% PIB)	60,7	56,2	123,7	69,6	54,5	72,8	130	6,4	78,5	111,8
DEPENS RECHERCHE (% PIB)	2,3	2,3	1,1	0,8	2,2	1,54	1,65		2,05	
DEPENS RECHERCHE (en Milliard \$)	54,30	35,61	13,24	4,69	24,97	1,06	4,37	0,00	8,07	0,00
BUDGET DEFENSE (en Milliards \$)	33,05	38,71	20,46	7,03	32,92	0,69	3,18	0,12	8,27	3,42
%/PIB	1,4	2,5	1,7	1,2	2,9	1	1,2	0,7	2,1	2,8
EFFECTIFS TERRE	252800	236600	167250	142000	113000	10500	30100	800	32400	122000
EFFECTIFS MER	28500	63300	44000	36100	48000	1100	2650		14000	19500
EFFECTIFS AIR	77100	88600	68000	28500	65000	1100	12300		12400	26800
EFFECTIFS MILITAIRES	358400	388500	279250	206600	226000	12700	45050	800	58800	168300
PRODUCTION ENERGIE ( M TEC)	165	161	43	40	344	5	16	0	104	12
CONSOMMATION ENERGIE (M TEC)	366	300	225	119	310	15	70	5	112	34

### ANNEXE 3 1996 + UE

DOMAINES	DANNEMAR	PORTUGAL	AUTRICHE	SUEDE	FINLANDE	TOTAL EUROPE
SUPERFICIE (en KM2)	43070	92080	83850	449960	337010	3236253
POPULATION	5237000	9808000	8106000	8819000	5126000	372487000
PIB par habitant (en \$)	22271	13017	21367	19242	18521	294955
FECONDITE	1,75	1,52	1,47	2,01	1,83	1,61
POPULATION ACTIVE	2513760	4707840	3890880	4233120	2460480	169770960
CHOMAGE (% population active)	5,5	7,2	4	10,6	15	9,73
PIB (Milliards \$)	174,7	104,8	228,8	253,8	123,5	8586
EXPORT (Milliard \$)	48,7	23,7	57,2	84,4	38,4	2108
PART DE CEE/UE (en %)	64,4	80,3	65,4	58,6	54	65,65
PART DE PECO						
IMPORT (en Milliard \$)	43,2	33,9	65,2	66,6	30,6	1989
PART DE CEE/UE (en %)	68,9	74	72	69,2	58,7	66,69
PART DE PECO						
DEFICIT ou excéd EXTERIEUR	5,5	-10,2	-8	17,8	7,8	
CONTRIB BUDG à EUROP (en %)	1,8	1,5	2,7	2,5	1,4	
DEFICIT BUDGETAIRE (% PIB)	-1,6	-3,5	-3,8	-2,7	-1,5	-2,59
DETTE PUBLIQUE (% PIB)	60,7	65,6	70	77,7	58,7	73,13
DEPENS RECHERCHE (% PIB)	1,83	0,6	1,51	3,04	2,3	1,79
DEPENS RECHERCHE (en Milliard \$)	3,20	0,63	3,45	7,72	2,84	164
BUDGET DEFENSE (en Milliards \$)	3,14	1,68	2,06	6,35	1,85	163
%/PIB	1,8	1,6	0,9	2,5	1,5	1,72
EFFECTIFS TERRE	19000	29700	51000	43100	26000	1276250
EFFECTIFS MER	6000	12500		10000	2500	288150
EFFECTIFS AIR	7900	7300	4300	9500	4000	412800
EFFECTIFS MILITAIRES	32900	49500	55300	62600	32500	1977200
PRODUCTION ENERGIE ( M TEC)	20	1	16	35	12	974
CONSOMMATION ENERGIE (M TEC)	27	21	36	60	38	1739

**ANNEXE 3**  
**FUTUR = 1996 + UE + PECO**

DOMAINES	RFA	FRANCE	ITALIE	ESPAGNE	GB	IRLANDE	ELGIQU	UXEMBOUR	PAYS BAS	GRECE	DANNEMAR
SUPERFICIE (en KM2)	357050	547026	301225	504782	244046	70280	30500	2586	40844	131944	43070
POPULATION	81900000	58300000	57200000	39700000	58100000	3554000	10160000	412000	15575000	10490000	5237000
PIB par habitant (en \$)	21083	20510	19991	14789	18494	18745	21446	32206	20621	12652	22271
FECONDITE	1,3	1,7	1,24	1,27	1,78	2,01	1,62	1,66	1,59	1,38	1,75
POPULATION ACTIVE	39300000	25600000	23400000	16200000	28900000	1599300	4150000	185400	7008750	4720500	2356650
CHOMAGE (% population active)	9,3	12,4	11,9	21,6	7,5	11,8	9,5	3,5	6,4		5,5
PIB (Milliards \$)	2360,8	1548,2	1203,3	586,2	1135	69	264,8	17,3	393,7	122	174,7
EXPORT (Milliard \$)	521	289,8	250,8	102	259,9	46,5	168	7,09	198,8	11,76	48,7
PART DE CEE/UE (en %)	56,5	63	55,3	71	56,6	69,2	74,6	85,5	74,8	55,5	64,4
PART DE PECO	4,4										
IMPORT (en Milliard \$)	456,3	274,8	206,9	121,8	287	34,2	154,9	9,4	176,2	27,7	43,2
PART DE CEE/UE (en %)	55,2	63	60,8	66,3	54	56,3	75	91,1	56,8	79	68,9
PART DE PECO	4,7										
DEFICIT ou excéd EXTERIEUR	64,7	15	43,9	-19,8	-27,1	12,3	13,1	-2,31	22,6	-15,94	5,5
CONTRIB BUDG à EUROP (en %)	29,1	17,7	11,6	6,3	12,6	1,1	3,7	0,2	5,7	1,4	1,8
DEFICIT BUDGETAIRE (% PIB)	3,3	-3,4	-6,4	-3,5	-3,9	-2,2	-2,7	2,1	-2	-7	-1,6
DETTE PUBLIQUE (% PIB)	60,7	56,2	123,7	69,6	54,5	72,8	130	6,4	78,5	111,8	60,7
DEPENS RECHERCHE (% PIB)	2,3	2,3	1,1	0,8	2,2	1,54	1,65		2,05		1,83
DEPENS RECHERCHE (en Milliard \$)	54,30	35,61	13,24	4,69	24,97	1,06	4,37	0,00	8,07	0,00	3,20
BUDGET DEFENSE (en Milliards \$)	33,05	38,71	20,46	7,03	32,92	0,69	3,18	0,12	8,27	3,42	3,14
%/PIB	1,4	2,5	1,7	1,2	2,9	1	1,2	0,7	2,1	2,8	1,8
EFFECTIFS TERRE	252800	236600	167250	142000	113000	10500	30100	800	32400	122000	19000
EFFECTIFS MER	28500	63300	44000	36100	48000	1100	2650		14000	19500	6000
EFFECTIFS AIR	77100	88600	68000	28500	65000	1100	12300		12400	26800	7900
EFFECTIFS MILITAIRES	358400	388500	279250	206600	226000	12700	45050	800	58800	168300	32900
PRODUCTION ENERGIE ( M TEC)	165	161	43	40	344	5	16	0	104	12	20
CONSOMMATION ENERGIE (M TE)	366	300	225	119	310	15	70	5	112	34	27

**ANNEXE 3**  
**FUTUR = 1996 + UE + PECO**

DOMAINES	PORTUGAL	AUTRICHE	SUEDE	FINLANDE	HONGRIE	POLOGNE	TCHEQUE	SLOVAQUIE	TOTAL EUROPE
SUPERFICIE (en KM2)	92080	83850	449960	337010	93000	312677	78864	49016	3769810
POPULATION	9808000	8106000	8819000	5126000	10049000	38601000	10251000	5347000	436735000
PIB par habitant (en \$)	13017	21367	19242	18521	6410	5400	9770	3610	320145
FECONDITE	1,52	1,47	2,01	1,83	1,69	1,89	1,68	1,85	1,64
POPULATION ACTIVE	4413600	3647700	3968550	2306700	4522050	17370450	4612950	2406150	196668750
CHOMAGE (% population active)	7,2	4	10,6	15					9,73
PIB (Milliards \$)	104,8	228,8	253,8	123,5	44,12	135,12	39,9	18,9	8823,94
EXPORT (Milliard \$)	23,7	57,2	84,4	38,4	12,6	24,7	21,9	8,8	2176,05
PART DE CEE/UE (en %)	80,3	65,4	58,6	54	62,8	70,1	57,8	45,5	64,26
PART DE PECO					28,7	38,3	35,1	25,3	
IMPORT (en Milliard \$)	33,9	65,2	66,6	30,6	15,8	35,9	29,6	11,4	2081,4
PART DE CEE/UE (en %)	74	72	69,2	58,7	61,4	64,6	61,5	42,4	64,75
PART DE PECO					23,4	26,6	32,4	23,6	
DEFICIT ou excéd EXTERIEUR	-10,2	-8	17,8	7,8	-3,2	-11,2	-7,7	-2,6	
CONTRIB BUDG à EUROP (en %)	1,5	2,7	2,5	1,4					
DEFICIT BUDGETAIRE (% PIB)	-3,5	-3,8	-2,7	-1,5					-2,59
DETTE PUBLIQUE (% PIB)	65,6	70	77,7	58,7					73,13
DEPENS RECHERCHE (% PIB)	0,6	1,51	3,04	2,3					1,79
DEPENS RECHERCHE (en Milliard \$)	0,63	3,45	7,72	2,84	0,00	0,00	0,00	0,00	164
BUDGET DEFENSE (en Milliards \$)	1,68	2,06	6,35	1,85	0,53	2,97	0,84	0,45	168
%/PIB	1,6	0,9	2,5	1,5	1,2	2,2	2,1	2,4	1,77
EFFECTIFS TERRE	29700	51000	43100	26000	48000	178700	28000	25000	1555950
EFFECTIFS MER	12500		10000	2500		17800			305950
EFFECTIFS AIR	7300	4300	9500	4000	16300	52000	16000	12200	509300
EFFECTIFS MILITAIRES	49500	55300	62600	32500	64300	248500	44000	37200	2371200
PRODUCTION ENERGIE ( M TEC)	1	16	35	12	17	135	42	6	1174
CONSOMMATION ENERGIE (M TE)	21	36	60	38	32	135	50	21	1978